

L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°240 du Jeudi 29 Février 2024

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Ligue départementale
de football féminin


Première édition de la Coupe
de la ville de Brazzaville,
pour les dames

 (P. 12)

Séjour de travail du Président de la République à Pointe-Noire

Le Congo est entré dans le cercle des pays exportateurs de gaz naturel liquéfié



Le Président Denis Sassou-Nguesso lançant officiellement la production du G.n.l au Congo.  (P. 3)

7^{ème} séminaire gouvernemental


Des projets retenus, encore faudra-t-il réussir à mobiliser tout leur financement

Il avait pour objectif d'arrêter les projets à engager ainsi que des mesures concrètes à prendre pour l'année de la jeunesse, en précisant le financement et le chronogramme d'exécution.

 (P. 5)

Patrice Tsoumou, président de la Dynamique pour
la promotion de l'éducation de qualité pour tous
et le développement

«L'éducation a une place royale dans la vie d'une Nation, elle doit être honorée et célébrée»

 (P. 8)

Lutte contre la criminalité des «bébés noirs» et autres kulunas

Faute de solution efficace en politique sécuritaire, la justice populaire fait la loi

 (P. 2)

Commune de Brazzaville

L'Avenue Nelson Mandela officiellement inaugurée par l'ambassadeur sud-africain

 (P. 7)



Exploitation gazière

La S.n.p.c et Eni Congo ont lancé l'exportation du G.n.l vers l'Europe

La S.n.p.c (Société nationale des pétroles du Congo) et Eni Congo ont procédé, mardi 27 février 2024, à l'exportation de la première cargaison de G.n.l (Gaz naturel liquéfié), sous le patronage du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, et du Président directeur général du Groupe Eni, Claudio Descalzi, depuis le terminal méthanier de Litchendjili, dans le Département de Pointe-Noire.

En septembre 2023, la S.n.p.c, Eni Congo et Eni S.p.a ont signé un contrat d'achat et vente de G.n.l sur une période de 20 ans. Ce contrat est basé sur la production de G.n.l venant des permis d'exploitation issus du permis d'exploration Marine XII, avec des investissements de 5 milliards de dollars américains, pour deux unités flottantes de liquéfaction, dont la première unité est opérationnelle depuis le 29 décembre 2023, tandis que la seconde commencera à la fin de l'année 2025.

D'une capacité maximale de liquéfaction de gaz des deux unités d'environ 4,5 milliards de mètres cubes par an, la mise en service va contribuer à l'élimination du torchage de gaz dans le pays. La produc-



Claudio Descalzi, P.d.g du Groupe italien Eni.

tion de G.n.l s'inscrit dans la politique de développement du potentiel gazier du Congo. En sus des champs à gaz issus du permis Marine XII, vont s'ajouter les ressources additionnelles des découvertes faites récemment sur le permis Marine VI bis. Des potentielles ressources additionnelles pourraient venir des blocs

actuellement en cours d'exploration, ouvrant ainsi des perspectives encourageantes dans le secteur gazier congolais. Pour Son Excellence, Monsieur Denis Sassou-Nguesso, Président de la République du Congo, «ce partenariat exemplaire entre la S.n.p.c et ses partenaires reflète notre vision com-

mune d'innovation dans le secteur énergétique. Ensemble, nous ouvrons de nouvelles voies vers un avenir énergétique plus sûr, plus propre et plus prospère pour le

du projet Congo G.n.l est le résultat de l'engagement fort d'Eni et de ses partenaires et du soutien indéfectible du gouvernement de la République du Congo. Eni et les



Maixent Raoul Ominga, Dg de la S.n.p.c.

Congo». L'exportation de la première cargaison de G.n.l depuis le Congo témoigne du partenariat fructueux entre la S.n.p.c, Eni et le gouvernement congolais et illustre la pleine réussite d'une collaboration Sud/Nord, comme le souligne Claudio Descalzi, P.d.g d'Eni: «Le premier cargo

partenaires locaux ont partagé des effectifs, des savoir-faire et des technologies, garantissant des revenus supplémentaires au pays, tout en contribuant à la sécurité énergétique de l'Europe. La République du Congo s'affirme, désormais, parmi les Etats exportateurs de G.n.l, ouvrant par la même occasion des ho-

rizons prometteurs pour une croissance économique soutenue, tout en contribuant à l'équilibre énergétique mondial.

Une réussite opérationnelle et environnementale

Initialement approuvé en décembre 2022, le projet de production de G.n.l a atteint son objectif de production en un temps record, grâce à un plan d'exécution efficace. Si la première unité vise le marché d'exportation, la mise en service de la deuxième unité prendra en ligne de compte les besoins locaux en gaz avec, entre autres, l'augmentation de la dotation en gaz de la C.e.c (Centrale électrique du Congo) jusqu'à 3 millions de mètres-cubes par jour.

Pour Maixent Raoul Ominga, directeur général de la S.n.p.c: «En tant qu'acteur clé dans le secteur des hydrocarbures, la S.n.p.c est honorée de participer à cette étape importante pour le développement du Congo. Nous sommes engagés dans une «transition énergétique» qui passe par la valorisation du gaz naturel contribuant ainsi à la sécurité énergétique de notre pays».

Lutte contre la criminalité des bébés noirs et autres kulunas

Faute de solution efficace en politique sécuritaire, la justice populaire fait la loi

Le meurtre sauvage d'un présumé redoutable bébé noir, Aller-Retour, à Gamboma (Département des Plateaux), il y a deux semaines, par la justice populaire, a signé l'échec de la politique gouvernementale en matière de lutte contre la criminalité des bébés noirs et autres kulunas. Désormais, un peu partout, dans les quartiers de Brazzaville, Pointe-Noire et autres communes, les populations ont pris leur destin en main, en matière sécuritaire, en recourant à la justice populaire, contre les jeunes présumés bébés noirs ou kulunas qui, une fois tombés dans la vindicte populaire, sont tués sauvagement et les images des meurtres balancées dans les réseaux sociaux, sans autre forme de procès.



Aller-Retour, après son arrestation.

Fils d'un haut-cadre, Aller-Retour était un jeune connu dans les quartiers des arrondissements 6 Talangaï et 9, Djiri, comme un leader bébé noir, depuis ces dernières années. Plusieurs fois arrêtés et jetés à la Maison d'arrêt, il retrouvait la liberté, quelques mois plus tard et reprenait ses actions

criminelles. D'où son surnom Aller-Retour. Son gang, basé au Quartier Kombo, opérait dans les quartiers de la zone Nord de la capitale. Après avoir commis ses derniers forfaits (braquages, vols d'argent, d'ordinateurs portatifs, de téléphones portables, etc) il s'était retiré, avec deux de ses complices, au mois de

de la localité. L'opération a mal tourné et s'est soldée par deux morts (une jeune fille innocente qui passait dans la rue, devant la boîte de nuit, et un jeune membre du gang poursuivi). Les deux victimes étaient tombées sous les balles du pistolet d'Aller-Retour qui avait réussi à s'enfuir, avec deux complices. Sur les cinq, seul un était arrêté par les gendarmes.

Le lendemain, les jeunes de Gamboma étaient en colère, d'abord contre la gendarmerie, puisqu'au matin, une rumeur avait couru la cité que la gendarmerie avait tué deux jeunes. Puis au long de la journée, l'information était rétablie que les deux victimes étaient tombées sous les balles d'Aller-Retour, désormais recherché par la Force publique. Deux ou trois jours plus tard, le fugitif était retrouvé, grâce à des signalements, dans un village proche de

Mbon. Arrêtés, lui et sa compagne, ils étaient reconduits à Gamboma et placés, pour des raisons de sécurité, au camp militaire où les soldats ne s'étaient pas retenus de lui livrer une sévère bataille.

Le lendemain, les jeunes de la cité avaient pris d'assaut le camp militaire, pour exiger qu'on leur livre le présumé bébé noir. Face au refus des militaires, ils menaçaient de brûler le camp, si jamais le présumé criminel ne leur était livré. Ce qui fut fait. Aller-Retour a fini par être tué par la justice populaire. Son corps a été déposé à la morgue d'Oyo.

Des images horribles dans les réseaux sociaux rapportent des scènes d'exécution publique et sauvage de présumés bébés noirs, à Mfilou, à Pointe-Noire, etc. Face à l'apathie du gouvernement, de la Force publique et de la justice à faire disparaître,

depuis plus d'une décennie, le phénomène de banditisme armé des bébés noirs, des kulunas, etc, la justice populaire tente désormais de s'imposer. Le drame est que des innocents peuvent y passer et il est aussi difficile d'éviter les règlements de comptes. Aujourd'hui, rien qu'à Brazzaville, 300 présumés bébés noirs sont en détention. Mais, les procédures judiciaires et les fameux centres de rééducation des jeunes sont d'une lenteur telle que les populations ne croient plus à l'action de l'Etat pour faire disparaître cette criminalité. D'ailleurs, l'ironie du sort est que dans l'opinion, l'on pense que ces bébés noirs sont encouragés ou protégés par les autorités elles-mêmes.

Au regard des images insupportables balancées dans les réseaux sociaux où l'on voit des victimes, horriblement blessés à l'aide d'armes blanches (machettes, couteaux...) à la tête, au cou, sur les bras, les mains, les jambes, etc, l'indignation est telle que la justice populaire va imposer sa loi, d'autant plus que les pouvoirs publics semblent dépassés et s'emurent derrière le silence, préférant donner l'impression qu'il ne se passe rien.

Jean-Clotaire DIATOU

Séjour de travail du Président de la République à Pointe-Noire

Le Congo est entré dans le cercle des pays exportateurs de gaz naturel liquéfié

Le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, accompagné de son épouse, Mme Antoinette, et quelques membres du gouvernement dont le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, a effectué, du 26 au 29 février 2024, un séjour de travail à Pointe-Noire, la capitale économique, où il a procédé, entre autres, à la mise en service de l'usine de production du G.n.l (Gaz naturel liquéfié) de la société pétrolière italienne, Eni, à l'inauguration du nouveau bâtiment de l'antenne A.r.p.c.e (Agence de régulation des postes et communications électroniques) et à la pose de la première de construction de l'Université publique de Loango, à Diosso, dans le Département du Kouilou.

Facebook en République du Congo. L'après-midi, Denis Sassou-Nguesso a lancé officiellement les travaux de construction des voiries urbaines de Pointe-Noire, ville qui attend toujours une municipalisation additionnelle, en raison de la dégradation de ses infrastructures. Enfin, le jeudi 29 février, le tour est revenu au Dé-

À son arrivée à l'Aéroport international Antonio Agostino Neto en mi-journée, le Chef de l'Etat, Denis Sassou-Nguesso, et son épouse ont été accueillis par les autorités locales, notamment Paul Adam Dibouilou, préfet du Département du Kouilou, représentant son homologue de Pointe-Noire, Mme Eveline Tchitchélé, maire de la ville de Pointe-Noire, le général Jean Olessongo Ondaye, commandant de la Zone militaire de défense n°1. Après le cérémonial du drapeau national et l'exécution de l'hymne national, le Président de la République a passé en revue l'échantillon des troupes rangées de la garnison de Pointe-Noire, avant de saluer les corps constitués nationaux et départementaux, dont quelques membres du gouvernement, conduits par le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, ainsi que des parlementaires et les autorités religieuses dont le nouvel archevêque de Pointe-Noire, Mgr Albert Lilouala, les chefs traditionnels, etc. Puis, à bord d'un commande-car, le couple présidentiel a eu droit à un bain de foule, sur le chemin de la résidence présidentielle.

Le lendemain, mardi 27 février et conformément à l'agenda de travail de son séjour ponténégrin, le Chef de l'Etat a procédé au lancement officiel de la production de G.n.l (Gaz naturel liquéfié) par la société pétrolière italienne Eni, lors d'une cérémonie au site de Litchendjili, où il avait posé la première pierre, le 26 avril 2023. Selon le ministre des hydrocarbures, Bruno Jean-Richard Itoua, il s'agit d'un méthanier dont la capacité de production est estimée à plus de trois millions de tonnes par an, dès l'année prochaine. L'inauguration de cette unité de production de gaz naturel liquéfié s'inscrit non seulement dans le cadre de la mise en œuvre de la vision du Président de la République, quant à la valorisation du gaz, produit naturel longtemps torché à perte, et l'amélioration des conditions de vie des populations, mais aussi elle marque l'entrée du Congo dans la sphère restreinte des pays producteurs



Désormais, grâce à l'investissement du groupe Eni, le Congo compte parmi les pays exportateurs de G.n.l.



Le couple présidentiel à son arrivée à Pointe-Noire.



La maquette de l'antenne de l'A.r.p.c.e à Pointe-Noire

de G.n.l, très demandé dans les pays de l'Union européenne, depuis que celle-ci a pris des sanctions contre la Russie, en raison de son opération d'envahissement de l'Ukraine, qui a tourné en une guerre d'attrition qui fait beaucoup de dégâts dans ce pays.

Durant la journée du mercredi 28 février, le Président de la République a procédé, dans la matinée, à l'inauguration officielle du nouveau bâtiment de l'antenne locale de l'A.r.p.c.e et le «Data center», ainsi qu'à la mise en service du nouveau câble sous-marin du consortium «To Africa» de

partement du Kouilou, où il a effectué, à Diosso, la pose de la première pierre des travaux de construction de l'Université de Loango, le premier établissement public d'enseignement supérieur.

Hervé EKIRONO

Editorial

Que des services simples, les populations demandent!

Le gouvernement était à son septième séminaire. C'était très studieux, au regard du communiqué final qui rend compte des travaux. Le laboratoire d'idées a bien fonctionné, comme dans une académie de recherche. Au sortir de là, les membres du gouvernement sont profondément édifés sur ce qu'il y a lieu de faire. Sur ce plan, ce ne serait qu'ingratitude de ne pas y voir la volonté déterminée de nos gouvernants, sous la conduite de leur chef, d'œuvrer à un avenir radieux pour la jeunesse congolaise.

Mais, autant il est vrai qu'il faut des plans, des programmes, des projets, des cadres d'investissement et même une vision, pour travailler, autant le gouvernement est l'institution par excellence de l'action. C'est l'exécutif, qui vient du verbe exécuter. Exécuter ce qu'on a décidé. Et non réfléchir. On attend donc le gouvernement à l'action. C'est au pied du mur qu'on voit le maçon, pas sur ses plans, ses programmes et projets. On ne peut juger de la compétence d'un gouvernement que par ses réalisations. Or, le communiqué final du gouvernement présente lui-même des réserves sur le financement des actions à entreprendre. Ce qui laisse une bonne part d'incertitude. Il y a tellement des plans, programmes et projets à mettre en œuvre que l'argent disponible ne suffit pas. Il faut se mettre à le rechercher à travers des niches dont il faut découvrir les filons. Donc, on n'est pas sûr de parvenir à réaliser tous les projets retenus.

Ensuite, on a le sentiment que le gouvernement se retrouve dans la situation de qui «trop embrasse mal étreint». «Ainsi, sur 343 projets du P.n.d, 47 projets, comprenant 14 projets hors-P.n.d, ont été identifiés pour être réalisés d'ici 2026, avec les ressources disponibles». Il a décidé de «créer 10.000 emplois publics, civils et militaires et 90.000 emplois dans le secteur privé». Il lui faut «abonder le Fonds national d'entretien routier et de l'assainissement urbain; dupliquer le modèle Durquap sur financement interne et sur la base de l'expérience acquise; construire 50 kilomètres de routes pavées à Brazzaville et à Pointe-Noire ainsi que 10 kilomètres dans chacune des villes suivantes: Owando, Dolisie, Nkayi, Mouyondzi et Ouesso».

Ce à quoi Jean-Baptiste Ondaye, l'argentier national, rétorque «l'amélioration des seules recettes fiscal-douanières n'étant pas suffisantes pour dégager des marges budgétaires pouvant financer les dépenses d'investissement souhaitées, «la réflexion a porté sur d'autres niches, à l'instar du foncier, qui pourront être fiscalisées pour accroître les revenus de l'Etat». Il y a lieu de s'interroger si la fiscalité foncière ne se heurte pas à une certaine résistance populaire pour se mettre à compter subitement sur cette niche, dans un programme qualifié d'urgent. A moins de développer une stratégie exceptionnelle, la réussite d'une telle fiscalité dans le contexte congolais n'est pas garantie au bout d'une année. Et même si la ministre Ebouka-Babackas ne cède pas au pessimisme, mais son aveu que le développement coûte cher n'est pas ce qu'on attend de l'exécutif. Pour aucun gouvernement au monde le développement est moins cher. C'est le sérieux, le sens du sacrifice, le respect du bien public, etc, qu'on met dans la gouvernance qui font la différence.

Raison pour laquelle, dans l'opinion, l'on pense qu'il ne faut pas que le gouvernement s'épuise à vouloir faire l'impossible en une année, quitte à constater à la fin qu'il n'a pas pu faire grand-chose. Les populations demandent des services simples: l'eau courante et l'électricité en permanence et à des coûts populaires; l'entretien des voiries urbaines, des routes nationales et des routes en terre; la réhabilitation de l'éclairage public dans les villes; l'achèvement des processus de recrutement déjà engagés dans la Fonction publique et dans la Force publique; l'amélioration de la condition de l'enseignant et de l'agent de santé; la sécurité publique par la disparition du phénomène bébés noirs et autres kulunas; le transport en commun à prix populaire avec la multiplication des bus mal aise; la maîtrise de l'inflation des prix des denrées alimentaires; la régularité des salaires, des pensions et des bourses; la liquidation progressive et significative de la dette intérieure sociale et commerciale; le financement du sport et de la culture; la reprise et l'extension dans toutes les communes du Durquap avec la Banque mondiale, etc.

Si ces actions sont réalisées, les Congolais créeront des emplois pour eux-mêmes, pour leur jeunesse et ça ira vite. Les populations congolaises se réjouissent déjà de l'impact des interventions du Président de la République qui, par sa parole, a permis d'améliorer le comportement des policiers de la sécurité routière et des magistrats. C'est dire qu'il y a des situations qui ne demandent que la parole de l'autorité,

(Suite en page 4)

Ministère du contrôle d'Etat, de la qualité du service public et de la lutte contre les antivaleurs

Lancement d'une campagne pour promouvoir la culture citoyenne et civique en milieu scolaire

Le Ministère du contrôle d'Etat, de la qualité du service public et de la lutte contre les antivaleurs, en collaboration avec le Ministère de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, le Ministère de l'enseignement technique et professionnel a lancé, le jeudi 22 février 2024, une campagne de promotion de la culture citoyenne et civique en milieu scolaire. Le coup d'envoi de cette campagne a été donné par le ministre du contrôle d'état, de la qualité du service public et de la lutte contre les antivaleurs, le prof Jean-Rosaire Ibara, au Lycée de la Révolution, à Ouenzé, le 5ème arrondissement de la capitale. C'était en présence des ministres Jean-Luc Mouthou, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé et du ministre délégué à la décentralisation et au développement local, Juste-Désiré Mondélé, des autorités politico-administratives et des représentants d'une poignée d'établissements scolaires de la ville capitale.

Autfois lieu de formation et d'éducation de la jeunesse, l'école s'est transformée, ces dernières années, en milieu d'expression de la violence. La jeunesse, qui représente 60% de la population, s'illustre par des dérives comportementales qui donnent du fil à retordre à la société et aux pouvoirs publics. La jeunesse scolarisée n'est pas épargnée. La récente bavure au Lycée technique et commercial du 5 Février 1979 de Mpila, où les élèves se sont permis, le lundi 5 février dernier, de descendre le drapeau national, pour le remplacer par un emblème à leur dévotion, illustre l'incivisme ambiant qui affecte les milieux scolaires. Une quinzaine d'élèves, meneurs de cette émeute, ont été présentés à la justice, pour répondre de leurs actes.



Le ministre Jean-Rosaire Ibara.

«Dans un tel contexte, il est difficile de ne pas reconnaître la responsabilité des pouvoirs publics dans ce à quoi nous assistons aujourd'hui. En effet, le désastre que vivent nos enfants à l'école s'explique, en partie, par la mauvaise qualité du service public offert

et la faible qualité des ressources tant humaines que matérielles», a déploré le ministre Jean-Rosaire Ibara. La campagne de promotion de la culture citoyenne et civique en milieu scolaire, qui a démarré à Brazzaville, à travers des descentes dans

les lycées, se poursuivra à Pointe-Noire, Oyo, Owando et Ouesso. Le choix des lycées s'explique par le fait que les lycéens sont en relation directe avec les autres niveaux d'enseignement et avec le marché du travail. Le ministre Ibara a précisé qu'il est temps de prendre des mesures pour mettre un terme à ce phénomène qui menace nos acquis, notre patrimoine et surtout les héritiers à qui nous léguons notre pays. La campagne vise à cultiver aux jeunes les valeurs civiques et de citoyenneté. Dans cet élan, le gouvernement est dans l'obligation de prendre les taureaux par les cornes. «Au nombre des politiques que doit mener le gouvernement doit s'ajouter, dorénavant, une supplémentaire qui traitera de la lutte contre l'incivisme et les violences en milieu scolaire dans notre pays, notamment la politique nationale de lutte contre les antivaleurs», a-t-il déclaré.

Pour le ministre Jean-Luc Mouthou, atteindre l'O.d.d 4 (Objectif de développement durable) tourné vers l'accès de tous à une éducation de qualité nécessite qu'en amont, des conditions optimales d'apprentissage soient réunies et ceci sur tous plans. «Au regard des dérives comportementales observées depuis quelques temps, la nécessité d'édifier les jeunes, les enseignants en charge de la jeunesse et les autres parties prenantes sur le caractère essentiel de la démarche qualité et la prise en compte de certaines valeurs s'impose à tous les acteurs», a-t-il dit.

Urbain NZABANI

PROPOS D'ÉTAPE

La grande vadrouille

Et ça continue, la grande vadrouille institutionnelle! Décidément, les réseaux sociaux sont devenus la courroie de transmission institutionnelle des vraies et fausses nouvelles. A écouter toutes ces nouvelles que véhiculent les réseaux sociaux, on se croit en grande vadrouille dans les méandres de céans. Il y a encore et toujours ce misérable voyeurisme qui consiste à divulguer les notes administratives. Il n'y a plus de confidentialité. C'est ainsi que l'on peut lire comment un ou une ministre prend des libertés avec la gestion des ressources humaines. C'est ainsi que l'on peut lire comment un ou une ministre peut trivialement s'adresser à un directeur général, comme s'il parlait à son enfant.

Les mêmes réseaux sociaux n'hésitent plus à diffuser des images immondes de toute «l'humanerie» de la Cité, avec des lynchages des bébés noirs, les règlements de compte en dehors de tout ordre judiciaire, les scènes sordides de femme qui pisse un cadavre et autres formes de dépravation des valeurs.

Ici et là, on rapporte que la progéniture s'étripe en bataille rangée les unes contre l'autre; et que même on recherche l'autre encore, une descendante de la reine de Saba, pour l'empêcher de se mêler des affaires de céans.

En réalité, la gestion des éphémères ressemble de plus en plus à la grande vadrouille autour du Maître des horloges. Il est vrai que cela lui permet de voir qui est qui et qui fait quoi. Mais, à force de gérer «a minima», il est à craindre que la grande vadrouille se transforme en désagrégation sociétale, tellement que le mal s'agrippe de plus en plus densement au corps social de céans.

Prométhée

(Suite de la page 3)

en tapant du poing sur la table, pour que ça s'améliore. Or, pour ce qui est de l'électricité, on semble s'installer dans une sorte de fatalité silencieuse. Il faut taper du poing sur la table, pour que ça change. Sans au préalable garantir un bon service permanent d'électricité et d'eau courante, comment le reste peut-il être possible?

L'HORIZON AFRICAÏN

A.u.f (Agence universitaire de la francophonie)

La prise de parole en public au centre d'une formation des étudiants membres

Le Centre d'employabilité francophone de l'A.u.f Congo, que dirige le Pr Edouard Ngamounsika, à Brazzaville, a abrité, du 20 au 22 février 2024, une formation sur la prise de la parole en public. Supervisée par le prof Bienvenu Boudimbou, la formation a connu la participation d'une trentaine d'étudiants d'universités membres de l'A.u.f (Agence universitaire de la francophonie).

truits sur: l'exorde (entrée en matière pour attirer la bienveillance et la curiosité du public); la narration (récit, exemple concret qui permet d'ancrer son argumentation dans la réalité); la confirmation (arguments employés pour défendre sa thèse); la

L'objectif général de la formation en éloquence est de donner des rudiments nécessaires de l'art oratoire aux étudiants, pour vaincre la timidité. A travers les ateliers pratiques, les participants se sont exercés sur la maîtrise du corps, de la respiration, de la langue, le développement de l'éloquence, la diction, la clarté et la concision.

L'un des conférenciers, Charles Kimfoumou, a fait savoir qu'il était avant tout question d'édifier les étudiants sur le fait «de préparer d'abord son état avant de se présenter devant un public. Et la préparation, c'est plusieurs choses à la fois: l'accoutrement; la structuration de son discours; le ton et la connaissance de son public. A cela, il faut ajouter la connaissance de soi. C'est elle qui permet-



Photo de famille après la formation des étudiants.

tra à l'orateur d'avoir une bonne connexion avec son public». Pour lier la théorie à la pratique, les participants ont été soumis à des ateliers avec des mises en scène. Pour structurer un discours, les participants ont été ins-

réfutation (prise en compte par anticipation des contre-arguments de l'opposition); la péroraison (conclusion avec pointe finale pour marquer l'esprit du public).

Joseph MWISSI NKIENI

NEW LOOK

Globalije

CERTIFIED ISO 22000

VOTRE SANTÉ, NOTRE PRIORITÉ !

7^{ème} séminaire gouvernemental

Des projets retenus, encore faudra-t-il réussir à mobiliser tout leur financement

Le 7^{ème} séminaire gouvernemental s'est tenu du 19 au 21 février 2024, aux tours jumelles de Brazzaville, sous la direction du Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso. Il avait pour objectif d'arrêter les projets à engager ainsi que des mesures concrètes à prendre pour l'année de la jeunesse, en en précisant le financement et le chronogramme d'exécution. Des projets à réaliser ont été retenus, mais il faut encore trouver les ressources additionnelles, pour les réaliser tous. Le communiqué final qui a sanctionné les travaux rapporte que le séminaire «s'est décliné en quatre sous-thème qui ont fait l'objet des débats au cours des travaux».

Premier sous-thème avec le ministre Nguélonélé

Le premier sous-thème, «Projeunes sur l'employabilité, l'entrepreneuriat, l'éducation et l'accompagnement des jeunes», a été présenté par le ministre en charge de la jeunesse, Hugues Nguélonélé. Sa communication s'est articulée sur les six axes de ce sous-programme. «Les séminaristes ont passé en revue les mesures susceptibles d'être prises, pour créer 10.000 emplois publics, civils et militaires et 90.000 emplois dans le secteur privé, au moyen d'une politique axée notamment sur la congolisation des emplois, en particulier dans le secteur du commerce, de l'agriculture, de l'économie numérique, des zones économiques spéciales et de l'agroforesterie, ainsi que par la valorisation des emplois dissimulés à l'instar des artisans-techniciens de surface et des merchants servant de relai aux opérateurs de télécommunication».

Par ailleurs, ils ont «également été envisagé des programmes d'incitation pour la création d'emplois de type première embauche, pour les jeunes diplômés ainsi que des mesures volontaristes pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Ils ont relevé l'intérêt de promouvoir le civisme à l'égard des jeunes». Après échange, Anatole Collinet Makosso a indiqué que «le document sera soumis au Conseil consultatif de la jeunesse, pour être enrichi, avant son examen en conseil des ministres». Il a appelé aux «membres du gouvernement de mettre en œuvre, dans un délai raisonnable, le chronogramme des actions dudit sous-programme».

Deuxième sous-thème avec la ministre Ebouka-Babackas

Pour sa part, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ministre en charge du plan, a présenté le deuxième sous-thème, «Accélération de la mise en œuvre des projets du programme d'investissement public». Son intervention s'est structurée en cinq points, à savoir: «la vocation stratégique du P.n.d 2022-2026; la mise en œuvre du P.n.d au 31



Les membres du gouvernements et associés.

décembre 2023; Les facteurs de contreperformances du P.n.d; la sélection d'un bloc de projets à fort effet multiplicateur et le fonctionnement optimal du mécanisme de mobilisation des ressources». De cette communication, il faut retenir que «le faible niveau des ressources publiques et la difficulté à mobiliser les ressources privées susceptibles de financer le P.n.d 2022-2026 ont conduit à la sélection d'un bloc de projets phares. Ainsi, sur 343 projets du P.n.d, 47 projets, comprenant 14 projets hors P.n.d, ont été identifiés pour être réalisés d'ici 2026, avec les ressources disponibles». A ce niveau, le Premier ministre «a exhorté les membres du gouvernement à mettre un accent particulier sur les projets identifiés comme prioritaires par le Président de la République. Dans le même ordre d'idées, les projets chers au Président de la République et non-inscrits dans la liste des projets présentés, doivent être pris en compte, à l'instar de la Camu (Caisse d'assurance maladie universelle)».

Le ministre d'Etat Bouya pour le troisième sous-thème

La troisième communication, qui portait sur l'«assainissement et la résilience des villes et communes», a été présentée par le ministre d'Etat Jeanthème Jacques Bouya, ministre de l'aménagement du territoire, des infrastructures et de l'entretien routier. Il s'est appuyé sur l'article 41 de la Constitution du 25 octobre 2015, en développant les actions à entreprendre à court terme dans

le cadre du budget 2024, pour: «abonder le Fonds national d'entretien routier et de l'assainissement urbain; dupliquer le modèle Durqap sur financement interne et sur la base de l'expérience acquise; construire 50 kilomètres de routes pavées à Brazzaville et à Pointe-Noire ainsi que 10 kilomètres dans chacune des villes suivantes: Owando, Dolisie, Nkayi, Mouyondzi et Ouesso. Étudier la faisabilité de céder à la collectivité locale de Brazzaville; faciliter la création d'une unité de fabrication des pavés par la mairie de Pointe-Noire; améliorer impérieusement le climat des affaires; assurer la mobilisation des fonds de contrepartie, afin de relancer les projets en partenariat dans le secteur de l'assainissement».

Jean-Jacques Bouya «a également tracé quelques perspectives pour la création de villes nouvelles. Les problématiques de l'assainissement et de la valorisation des déchets de nos villes a fait l'objet d'une profonde réflexion, qui a abouti à la nécessité de mettre en relief la définition et la conduite d'une politique nationale d'assainissement, au sein d'un département ministériel».

«Les membres du gouvernement se sont accordés sur l'option de promouvoir l'approche Himo (Haute intensité de main d'œuvre) pour les travaux de pavage de voiries urbaines et de former les jeunes pour en faire des entrepreneurs dans cette activité, afin de rendre nos villes résilientes». Par ailleurs, les ministres ont souligné «la nécessité de recourir à la puissance publique, pour mettre fin à l'occupation anarchique

de l'espace urbain».

Au terme de l'échange sur ce sous-thème, Anatole Collinet Makosso «a insisté sur: la nécessité de réaliser le programme d'assainissement et de résilience des villes et communes, afin de donner une meilleure image à nos villes. A cet effet, il faudra faire preuve de génie pour mobiliser les ressources fi-

(2023-2026 et le plan de contingence des personnes déplacées».

Le ministre de la santé et de la population, Gilbert Mokoki, a donné «des indications sur les interventions médicales en faveur des populations sinistrées» et Jean-Luc Mouthou, ministre de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, «a décrit la solution mise en place pour assurer la continuité pédagogique dans les localités affectées, ayant perdu des écoles du fait des inondations».

A ce stade, le Premier ministre a souligné «la nécessité de prendre des mesures durables, en menant une réflexion sur le type de construction adapté à ces zones exposées régulièrement aux inondations. Le gouvernement s'oblige à apporter aux populations riveraines une assistance garantissant leur autonomie face aux conséquences engendrées par ces catastrophes naturelles, en distinguant ce qui doit être fait en urgence de ce qui peut l'être dans le futur».

Jean-Baptiste Ondaye et la recherche de l'argent

Une cinquième communication portant sur «la mobilisation des revenus nécessaires au financement du programme» a été développée en deux temps. Jean-Baptiste Ondaye, ministre de l'économie et des finances, a traité de «la question de l'optimisation des recettes fiscales, douanières et autres revenus courants de l'Etat». «Les échanges ont porté sur la structure des recettes et analyse des soldes, les mesures de maximisation des recettes fiscal-douanières, les mesures de maximisation des recettes issues des ressources naturelles».

L'amélioration des seules recettes fiscal-douanières n'étant pas suffisantes pour dégager des marges budgétaires pouvant financer les dépenses d'investissement souhaitées, «la réflexion a porté sur d'autres niches, à l'instar du foncier, qui pourront être fiscalisées pour accroître les revenus de l'Etat. D'autres mesures consistent notamment à: poursuivre les efforts en faveur de la maîtrise et de la rationalisation des dépenses publiques; assurer le service de la dette aussi bien intérieur qu'extérieur; mettre en place un dispositif de sélection des projets pro-jeunes et de recherche efficace des financements conforme aux normes internationales».

Pour sa part, le ministre en charge du plan, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas,

a exposé sur le C.n.f.i (Cadre national de financement intégré) «qui est une approche plus intégrée permettant d'assurer un financement adéquat des priorités nationales de développement et des O.d.d, sans courir le risque d'un surendettement à moyen terme du pays». «Compte-tenu du contexte national et dans le but d'assurer le financement du P.n.d, elle a recommandé d'accroître le niveau des flux financiers publics et privés».

A l'issue des discussions, le Premier ministre a invité «les ministres à trouver les ressources permettant de financer les projets identifiés. Certains départements ministériels stratégiques sont appelés à s'investir davantage dans la mobilisation des ressources additionnelles. Il a réitéré l'importance de la rationalisation des dépenses, en vue de la réduction du train de vie de l'Etat. Il a instruit avec insistance l'accélération de la digitalisation des régies financières, pour améliorer le recouvrement des recettes de l'Etat».

Conclusion par le Premier ministre

Compte-tenu de l'urgence des affaires, cinq groupes de travail sont chargés de finaliser les documents des communications faites, au plus tard le 28 février 2024, aux fins de les soumettre au prochain conseil des ministres. Le séminaire s'est terminé par un message de gratitude lu par le ministre Nguélonélé, à l'endroit du Président de la République. Dans son discours de clôture, le Premier ministre a indiqué que «les échanges sur chacun des sous-programmes ont permis, en répondre aux orientations du Président de la République. Parmi les enseignements tirés, il a souligné «l'utilité et la pertinence de cette méthode de fonctionnement et de l'action du gouvernement».

«Au regard de l'ampleur des actions à réaliser dans le cadre de l'année de la jeunesse, et à moins de deux ans de la fin du quinquennat du chef de l'Etat dont nous sommes tous comptables du bilan, la régularité de ces séminaires gouvernementaux nous permet de suivre avec rigueur la mise en œuvre de notre programme. Car, souvenons-nous de l'exhortation du Président de la République qui nous renvoyait à la sagesse de chez nous, en ces termes je cite: «Lorsque le pêcheur ou le chasseur ne visite pas régulièrement les nasses ou les pièges posés, les prises courent le risque de décomposition ou d'être dévorées par les prédateurs. En ce moment-là, les efforts de l'un ou de l'autre auront été vains», a-t-il rappelé. Ce qui sous-entend que le suivi des mesures prises doit être la règle de travail.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

UNE SERIE CANAL+ ORIGINAL



LE FUTUR EST À NOUS

SAISON 2

TOUT PEUT ARRIVER

  **92 92**
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE
SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)
 **CANAL+ CONGO**

**DU LUNDI AU VENDREDI
A 19H00 SUR CANAL+**

POP

Commune de Brazzaville

L'Avenue Nelson Mandela officiellement inaugurée par l'ambassadeur sud-africain

Mieux vaut tard que jamais, dit l'adage. La ville de Brazzaville avait dédié une de ses avenues à l'ancien Président sud-africain, Prix Nobel de la paix et symbole mondial de la lutte pour la dignité des peuples, Nelson Mandela. Le Congo ayant compté parmi les pays africains impliqués dans la lutte contre l'Apartheid et la libération de celui qui fut alors le prisonnier le plus célèbre du monde. L'ambassadeur d'Afrique du Sud, Johnny Sexwale, a entériné cette consécration, en procédant, jeudi 22 février 2024, à l'inauguration officielle de l'Avenue Nelson Mandela, au cours d'une cérémonie pendant laquelle, fait nouveau, quatre piliers commémoratifs de Mandela, devant des fresques à l'effigie de l'illustre personnage, le long de l'avenue, ont été dévoilés. C'était en présence du député Accel Arnaud Ndinga-Makanda, conduisant la délégation du P.c.t (Parti congolais du travail), du président de la Commission nationale d'auto-évaluation du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, Alain Akouala-Atipault, de quelques membres du corps diplomatiques, des représentants des organisations internationales, des autorités municipales de la ville capitale, des représentants du et d'autres entités politico-administratives.



L'ambassadeur Johnny Sexwale et le député Accel Arnaud Ndinga-Makanda coupant le ruban symbolique.

L'inauguration officielle de l'Avenue Nelson Mandela, à Brazzaville, par l'ambassadeur sud-africain, Johnny Sexwale, au nom du gouvernement de son pays, représente une étape importante dans

Nelson Mandela était un personnage singulier sur la scène internationale; un homme d'une dignité tranquille et aux réalisations impressionnantes, un géant porté vers la justice et une inspiration humaine pratique». Il a,

lité comme Nelson Mandela, est juste une évidence». Le charisme de Mandela est évident là où le bellicisme aurait probablement réduit l'Afrique du Sud en cendres, confiée en substance. Pour la diplomate française,



Les fresques sur l'Avenue Nelson Mandela.

dans notre monde d'aujourd'hui où les conflits armés qu'on aurait pu éviter, sèment la mort et les destructions.

Au regard de ce qui se passe, avec ces guerres où les populations paient de lourds tributs, pour des problèmes politiques pou-

d'un visionnaire comme Mandela, qui a permis à la Nation arc-en-ciel de connaître les évolutions les plus notables, sans avoir besoin de verser le sang du peuple.

Né le 18 juillet 1918 à Mvezo, dans la Province du Cap, et mort le

de son nom clanique, qui a connu la prison inique de l'Apartheid pendant 27 ans (de 1963 à au 11 février 1990), restera à jamais dans la mémoire des peuples, comme l'un des dirigeants les plus remarquables dans la lutte contre l'oppression et la discrimination, et comme un exemple de la capacité humaine à surmonter les difficultés des hommes dans la paix et à œuvrer pour un monde plus juste et plus équitable. C'est en prison qu'est née sa conception d'une nouvelle Afrique du Sud multiraciale, démocratique et jouant un grand rôle sur la scène internationale. Il en était élu en avril 1994, comme le premier Président, à 76 ans. Il se retira après un mandat, en 1999, permettant ainsi une transition en douceur, avec l'élection de Thabo Mbéki, qui fut l'un de ses proches.



Photo de famille après l'inauguration de l'Avenue Nelson Mandela.

l'engagement de la municipalité de Brazzaville d'honorer et de préserver la mémoire des Africains ayant consacré leur vie à la paix et à la liberté des peuples. Située à quelques encablures de la Basilique Sainte-Anne, à Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville, dans la zone du centre-ville, l'Avenue Nelson Mandela est «un symbole permanent de son héritage de bravoure et de sacrifice, destiné à inspirer les générations actuelles et futures».

Dans son discours, le diplomate sud-africain, Johnny Sexwale, a souligné que «le Président

également, exprimé sa gratitude au gouvernement et au peuple congolais, pour avoir reconnu l'une des icônes d'Afrique du Sud en la personne de Nelson Mandela, en baptisant l'une des avenues importantes de la ville capitale, Brazzaville, de son nom. «Il n'y a pas qu'en Afrique du Sud que les lieux portent le nom de Nelson Mandela. Le Congo est, aujourd'hui, un brillant exemple», a-t-il dit.

A la fin de la cérémonie, livrant ses impressions à la presse, l'ambassadeure de France, Claire Bodony, a estimé que «dédier une avenue, à une personna-



Une vue de l'Avenue Nelson Mandela à Brazzaville.

«Nelson Mandela serait extrêmement malheureux de voir ce qui se passe»

vant être résolu sans violence, il y a lieu de rappeler, sans cesse, l'héritage

5 décembre 2013 à Johannesburg, Nelson Rolihlahla Mandela, Madiba

Conseil d'administration de la Fondation Privat Frédéric Ndéké

L'homme poursuit ses œuvres sociales, dans la confiance de tous

La Fondation Privat Frédéric Ndéké a tenu, mercredi 21 février 2024, à Brazzaville, une session de son conseil d'administration, sous la direction de son président fondateur. La cérémonie d'ouverture a connu la participation des membres du bureau national, des représentants des associations affiliées et de plusieurs invités. L'ordre du jour a, entre autres, porté sur la lecture du bilan des activités de 2023, la projection des activités de 2024, le remaniement du bureau exécutif qui a permis la reconduction de Privat Frédéric Ndéké à la tête de la fondation, la signature de protocoles d'accord avec les trois mutuelles affiliées, la visite du chantier qui abritera le nouveau siège de la fondation.

A l'ouverture des travaux, Privat Frédéric Ndéké a remercié les membres de la fondation pour leur mobilisation et l'implication de chacun dans la réalisation des activités de l'année 2023, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des couches sociales vulnérables, sur l'ensemble du territoire national.

En 2023, la Fondation Privat Frédéric Ndéké a travaillé sur la base d'un programme structuré en quinze points. Selon le coordonnateur des projets, les actions de la Fondation ont un dénominateur commun: le social. Ce concept est «synonyme de partage. Un partage aimant, mais surtout désintéressé». Ainsi, sur un total de quinze activités programmées en 2023, quatorze ont été réalisées, soit un pourcentage de 93,33%. Il s'agit là «d'une bonne moisson, une prouesse sociale réalisée,



Pendant la session du conseil d'administration de la Fondation Privat Frédéric Ndéké.

grâce à la volonté du président de la fondation, entouré d'une équipe dopée d'un dynamisme irréprochable», a-t-il précisé.

Le coordonnateur des projets a aussi ajouté que la fondation aurait pu réaliser la totalité de son programme d'activités, si la construction du centre de formation aux métiers de Makabana, dans le Dépar-

tement du Niari, avait été faite. Ce projet a été reconduit au programme d'activités de 2024.

En 2024, la Fondation Privat Frédéric Ndéké a prévu de réaliser 18 projets parmi lesquels: la poursuite de la construction du siège national à Brazzaville; l'organisation de la fête du 8 mars à travers le pays; l'achat des médicaments destinés à

l'aide sociale aux personnes vulnérables dans le pays; l'organisation des émulations scolaires à Brazzaville et à Madingou, dans le Département de la Bouenza; l'organisation de la campagne de don de sang à Brazzaville; la prise en charge des étudiants démunis à travers le pays; l'assistance multiforme aux famille endeuillées; la remise des attestations de fin de formation et kits de réinsertion aux apprenants finalistes d'Oyo, Dolisie et Sibiti; le transport des candidats aux examens d'Etat (Bac général et technique) à Brazzaville; l'organisation des cérémonies de remise de kits scolaires aux enfants démunis de Talangai; la tenue de la session évaluative du conseil d'administration; la formation spécifique des jeunes; l'animation des campagnes à l'écoute des jeunes, etc. Pour Privat Frédéric Ndéké, ces actions philanthropiques ne sont pas le fruit d'un quelconque étalage ou abondance de richesse, mais l'expression de la générosité, du partage et de l'amour des populations, avec le concours de tous ceux qui sont animés par les mêmes vertus.

Joseph MWISSI NKIENI

Patrice Tsoumou, président de la Dynamique pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous et le développement

«L'éducation a une place royale dans la vie d'une Nation, elle doit être honorée et célébrée»

Après les premières assises des états généraux de l'éducation nationale, auxquelles il a participé, Patrice Tsoumou, président de la Dynamique pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous et développement fait le point sur son challenge pour la restauration du système éducatif national. Il propose de consacrer le mois de juillet comme mois consacré à l'éducation, pour la célébrer et l'honorer. Interview!

* **Monsieur le président de la dynamique, que peut-on retenir de votre combat pour la restauration du système éducatif national, ces dernières années?**

** Merci Monsieur le journaliste pour l'opportunité que vous nous donnez de nous exprimer à travers les colonnes de votre journal que nous apprécions beaucoup. Je peux rappeler en quelques points, ce que nous avons déjà mené comme actions en faveur de l'école congolaise. Le 6 novembre 2020, nous avons adressé une lettre au sénat et à l'assemblée nationale que nous avons intitulée: «Brisons le mur de l'indifférence et de la résignation, sauvons l'école». Le 7 avril 2022, nous avons présenté un plaidoyer auprès du Pré-

sident de la République, pour réclamer un «Plan Marshall pour l'école congolaise et la création d'un Fonds pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous». Le 25 novembre 2022, nous avons remis un ensemble de préconisations au Haut-commissariat aux états généraux pour «un nouveau et bon départ de l'école congolaise». Le 16 juin 2023, nous avons lancé l'initiative «tous ensemble, sauvons l'école» et le 4 novembre 2023, nous avons fait un plaidoyer auprès du gouvernement, «pour une réelle effectivité du droit à l'éducation de qualité pour tous». Donc, si nous avons été invités à participer aux états généraux de l'éducation nationale, cela n'est pas fortuit. C'est bien un signe qui



Patrice Tsoumou.

illustre que notre voix se fait entendre.

* **D'après vous, que représentent les états généraux?**

** Les états généraux, c'est le médecin par excellence qu'il fallait, à la vue de la longueur, de la largeur et de la profondeur du marasme dans lequel s'engluait présentement notre système éducatif. Les états généraux, c'est un consortium d'experts au chevet du

malade qui a pour nom système éducatif congolais.

* **Un consortium d'experts! On peut donc embrasser l'optimisme et dire: voici l'heure du miracle pour le système éducatif congolais?**

** Non! Il reste encore une chose. Le malade a été conduit chez le médecin qui

(Suite en page 9)

Electricité

Y aura-t-il une solution aux délestages?

On a l'impression que les difficultés du service d'électricité sont passagères, que dans quelques jours ou quelques semaines, le service sera rétabli et qu'il n'y aura plus de délestages. Or, depuis le début de cette année, le phénomène persiste. Que se passe-t-il? Quelle solution le gouvernement prévoit-il pour soulager enfin les populations qui sont sévèrement agacées par les privations intermittentes d'électricité?

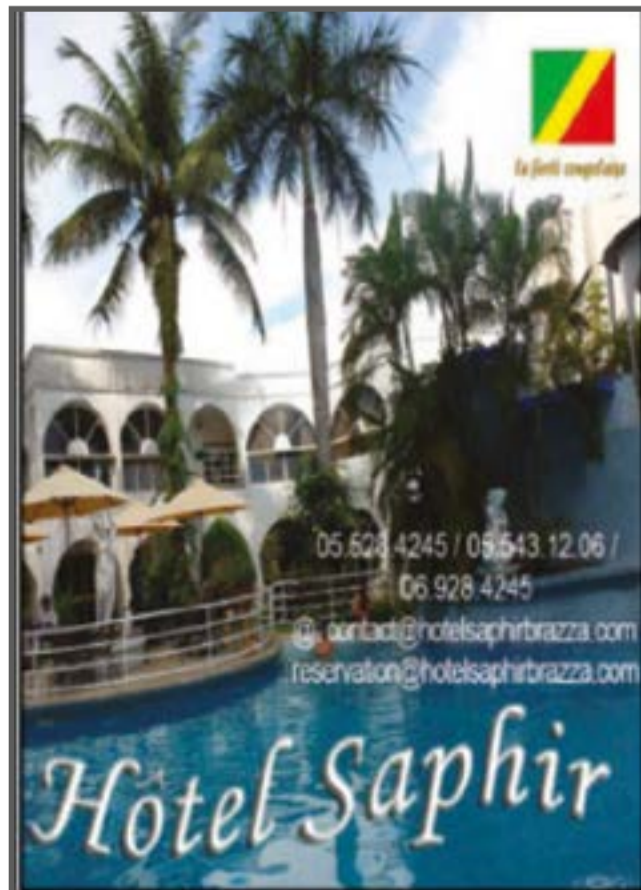
Il est clair que le service d'électricité souffre de déficits en République du Congo. La société E²c (Energie électrique du Congo), la seule à assurer jusqu'à présent le service de distribution de l'électricité, est obligée, pour ses clients de Brazzaville, de procéder au rationnement de l'électricité, en desservant les quartiers ou les zones, les uns après les autres. Selon le Mouvement citoyen des consommateurs, dirigée par Ghislain Ondélé Kanga, qui se présente comme défenseur des droits sociaux et économiques des consommateurs, la direction générale de la société E²c se justifie que «les délestages quotidiens sont programmés et planifiés pour protéger les sources d'alimentation (transfos) qui ne répondent plus au nombre croissant de branchements, donc d'abonnés». Ce qui signifie que la solution passe par l'installation de nouveaux postes transformateurs, dans les quartiers, pour mieux desservir les abonnés.

Mais, en réalité, cela ne suffit pas pour sortir des délestages d'électricité. Il faut encore renforcer le réseau de transport d'électricité T.h.t (Très haute tension) entre Pointe-Noire et Brazzaville, et le poste de Mbuono qui reçoit l'énergie importée de la RD Congo.

«La tension est stable à Mbuono, mais dès que nous commençons à augmenter la charge, elle diminue et nous sommes contraints de tirer du côté de la RD Congo une quantité importante de réactif, provoquant la surchauffe de leurs équipements. Le transit a été limité à 50 mégavar, alors qu'auparavant, il était d'environ 80. Ainsi, peu importe la production de la Centrale électrique du Congo (de Pointe-Noire) nous ne pouvons pas tout tirer. Lorsque nous augmentons pour satisfaire nos clients, les délestages surviennent», avait expliqué le directeur général de la société E²c, en décembre dernier.

Il faut donc trouver des solutions à ces deux principaux problèmes: l'insuffisance de transformateurs; les faiblesses du poste de Mbuono et de la ligne T.h.t Pointe-Noire/Brazzaville. Devenue société privée dotée d'un conseil d'administration, E²c ne peut assurer l'acquisition de nouveaux transformateurs. Il faut que le gouvernement prenne en main cette question et fasse parler le trésor public. Pour ce qui est du renforcement de la ligne T.h.t Pointe-Noire/Brazzaville, le ministre de l'énergie et de l'hydraulique, Emile Ouosso, s'est engagé à recourir à l'expertise de la société italienne Eni. Et là aussi, c'est l'Etat qui doit assurer le financement ou s'entendre pour le faire. En attendant, les lignes ne bougent pas pour réaliser ces projets. Ce qui sous-entend que les délestages risquent de durer encore tout au long de cette année.

Urbain NZABANI



Hôpital de référence de Baongo

Une campagne de soins buccodentaires organisées au profit des élèves du primaire

La direction générale de l'Hôpital de référence de Baongo, que dirige la docteure Carmel Miambanzila Matoko, a organisé, du mardi 20 au dimanche 24 février 2024, une campagne de sensibilisation, de consultations et de soins buccodentaires gratuits en faveur des élèves des écoles primaires, relevant de la circonscription administrative de Baongo, le deuxième arrondissement de la ville capitale, Brazzaville.

Selon l'assistante Patricia Mbonzi, la campagne de soins buccodentaires organisée par l'Hôpital de référence de Baongo a été décidée suite à un constat: «les enfants venaient se faire consulter après un stade avancé des douleurs dentaires. Nous avons fait la proposition à la direction de l'hôpital qui a jugé nécessaire d'organiser cette campagne, pour que nos enfants puissent retrouver le sourire». En compagnie de leurs parents, les enfants ont suivi d'abord une séquence d'information, d'éducation et de communication sur l'hygiène buccale et dentaire, animée par l'assistante Patricia Mbonzi. Pendant deux heures, ils ont suivi les gestes de lavage des dents avec le modèle «chasser masser» et la bonne manière de tenir une brosse à dent. Selon l'assistante, il faut se brosser les dents deux fois par jour, matin et soir. Comme il a été indiqué, c'est une campagne de sensibilisation, de consultations et de soins buccodentaires gratuits. Les enfants déclarés malades sont pris en charge par l'hôpital, au grand bonheur des parents.



L'administrateur-maire de Baongo, Bernard Batantou, livrant ses impressions à la presse.



L'examen d'une élève par un dentiste.

Une façon de redonner «le sourire et le bien-être de nos élèves». L'administrateur-maire de Baongo, Bernard Batantou, a exprimé son satisfecit pour cette opération. «Le phénomène semble être prépondérant ces derniers temps, celui de recevoir des enfants patients aux services de stomatologie à un stade très avancé, souffrant de carie, d'après certains spécialistes de cet hôpital. Cette campagne est destinée aux enfants qui sont encore au primaire, c'est-à-dire, dont l'âge varie entre 6 et 11 ans. Des consultations sont faites, des traitements sont donnés et des extractions également en toute gratuité, sans un centime. A côté de tout ceci, des séances de sensibilisation sont menées, afin de bien expliquer avec des illustrations, sur la manière de brosser, à ces derniers et leurs parents, puisqu'ils sont accompagnés», a-t-il confié. Comme quoi, il faut vulgariser chez les enfants, la nécessité de l'hygiène buccodentaire, pour prévenir le besoin de traitement, notamment les obturations (plombages) et les extractions. C'est une expérience que d'autres établissements sanitaires devraient suivre, avec l'appui des pouvoirs publics, sur toute l'étendue du territoire national.

Narcisse MAVOUNGOU

(Suite de la page 8)

l'a examiné et lui a prescrit un protocole thérapeutique qu'il juge approprié pour restaurer son état de santé. Il faudrait, en retour, que les parents du malade se rendent à la pharmacie et s'offrent tous les produits qui ont été prescrits par le médecin. Exemple: nous apprenions que pour un besoin total de 20 mille enseignants, il a été recruté en 2019, 1.202 agents, soit un pourcentage de 6,01%; en 2020, 1.279 soit 6,39%; en 2021, 1.209 soit 6,09% et en 2022, 1.284 soit 6,42%. La moyenne annuelle est de 6,21%. A cette allure, il faut, pour un besoin de 20 mille enseignants, 16 années bien comptées. Encore que le besoin n'est pas statique. Si l'on choisit de recruter les enseignants à doses homéopathiques et non conformément aux besoins, ce serait battre l'air. Il n'y aura pas éducation de qualité mais au contraire, notre école sera perpétuellement une industrie de la médiocrité et de la méchanceté. C'est ce qu'elle est aujourd'hui. Notre malade s'appelle système éducatif. Dans tout système, les questions se résolvent de façon globale et non parcellaire. Nul ne peut, pour le système de

transmission de son vélo, se résoudre à changer uniquement la chaîne et garder en fonction les anciens engrenage et roue-libre.

* Dans votre plaidoyer, vous proposiez l'ouverture d'un Fonds spécial financé par 1% du budget de l'Etat et entreprises à budget autonome. Votre proposition a été retenue mais elle a fait l'objet d'un amendement, n'est-ce pas?

** L'amendement juste pour dire qu'une hirondelle à elle seule ne fait pas le printemps. Nous avons émis une préconisation, les autres y ont apporté du leur. Nous avons sculpté, les uns ont limé et les autres ont ciselé et en somme, nous nous retrouvons avec une œuvre d'art. Pas de triomphalisme, c'est la Nation qui gagne, c'est l'école qui est sauvée.

* Depuis l'allocution de sortie officielle de votre association, vous réclamiez l'institution d'un mois de l'éducation. La préconisation a été également retenue. Quels sont les tenants et les aboutissants d'une telle idée?

** «L'éducation est le premier besoin d'un peuple, après le pain», nous dit Georges Jacques Dantan. C'est dire que l'éducation a une place royale dans la vie d'une Na-

tion. Elle doit être honorée et célébrée. Alors, qu'on lui accorde tout un mois n'est pas exagéré. Nous souhaitons que ce mois soit celui de juillet. Pendant ce mois, seront organisés des colloques, des séminaires, des communications et l'occasion sera belle pour faire prendre conscience à la communauté nationale, des problèmes qui minent le système éducatif. On les portera alors à la réflexion collective et l'on évitera de nous plonger dans un marasme tel qu'il nous affecte présentement.

* Vous parlez d'une «journée de solidarité avec nos écoles primaires». C'est quoi encore, cette proposition?

** Au cours du mois de l'éducation, sera en effet choisie une journée dite de solidarité avec nos écoles primaires. Chacun manifestera sa reconnaissance à l'endroit de l'école primaire de son village, car c'est ici que tout a commencé pour lui. Chacun, librement, écrira ce qu'à la dynamique nous nommons L.a.d.n (Lettre d'amour à son district natal), par le biais d'une offrande, d'une libéralité à l'endroit de son école primaire. Nous visons ainsi ce que nous appelons l'Iro (Initiative pour le retour aux origines), une initiative pour

amener les uns et les autres à ne point oublier leur Mandou natal, pour parler comme Dominique Ngoïe-Ngalla.

* Un acte d'incivisme a défrayé la chronique dans la capitale. Des élèves d'un établissement scolaire ont fait descendre le drapeau national pour faire hisser celui de leur mouvement. Qu'en dites-vous?

** Soyons sans passion, en parlant de cette question. Allons à l'école des doigts de la main. Au moment où je vous indexe, trois de mes doigts se retournent et m'indexent: un langage pour me dire, toi qui condamnes l'autre, tu es trois fois pire que celui que tu condamnes. Et le pouce se lève pour approuver. Ces enfants que nous plaçons sur le crucifix sont le pur produit de notre système éducatif que nous reconnaissons, tous, en train de s'engluer dans les profondeurs abyssales. Si le système éducatif est malade, les élèves qui en sortent ne pourront être que malades. C'est ici l'occasion de hâter le pas dans l'exécution des résolutions des états généraux de l'éducation nationale. Sinon, le pire est à venir.

Propos recueillis par Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Les modus vivendi et operandi des citoyens congolais sont entachés au quotidien par les soucis d'accès à l'eau courante et à l'électricité. Vivre en ville est synonyme d'accès à des services de base, notamment: l'approvisionnement en eau courante et l'assainissement; l'évacuation des déchets ménagers; le transport en commun; l'énergie électrique permanente; l'accès aux télécommunications; les services administratifs; les soins de santé; l'école; la sécurité; l'aide d'urgence; les divertissements. Voilà, en gros, les services de base auxquels tout citoyen, en plein 21^{ème} siècle, est en droit d'accéder de manière ordinaire et permanente.

Au Congo, tous ces domaines restent problématiques et certains même chaotiques. On est parfois surpris quand un de ces domaines marche ordinairement. Attendez, parlons-en un à un:

- l'électricité? Coupures intempestives de toutes sortes; - l'assainissement? Regardez les poubelles Averda, surtout à proximité des marchés. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on est dans le scandale, en matière de santé publique. Même organiser le ramassage des ordures demeure problématique chez nous. Après une pluie, l'état de nos quartiers, de la voirie urbaine questionnent sur l'assainissement;

- le transport en commun? Les citoyens en souffrent énormément. Les chauffeurs de minibus ont même menacé d'aller en grève ces derniers temps;

- les services administratifs? On a vu comment les étudiants se lamentaient à propos des passeports; on parle tout le temps de lutte contre la corruption, le mal est très profond comme vient de le révéler le premier président de la Cour suprême qui, dans une lettre circulaire aux greffiers, déplorent que ceux-ci demandent des sommes d'argent exorbitantes aux justiciables qui viennent demander les jugements rendus par les tribunaux et on peut multiplier les exemples de corruption, d'abus de pouvoir, de trafic d'influence, de faux et usage de faux, etc, dans tous les secteurs de l'administration publique;

- les aides d'urgence? Mais, vous les avez où? Dans les mairies, ça n'existe pas;

- les divertissements? Comptons le nombre de jardins publics dans nos villes; aller au stade, au cinéma, à un spectacle n'est plus un choix de divertissement pour beaucoup de citoyens. Les bars et autres ngandas sont les seuls domaines où les Congolais excellent. Le jardin public créé par une entreprise chinoise en face de la Case De Gaulle, à Baongo, est l'exception de lieu de divertissement pour enfants dans toutes la ville capitale;

- les télécommunications? Le ministre qui en a la charge a sommé, dans un courrier récent à l'agence de régulation, que les prix soient baissés, mais l'agence fait la sourde oreille et les usagers continuent de se plaindre des prix d'Internet devenus excessifs;

- l'eau courante? Sa fourniture est plus que jamais rationnée dans les quartiers. Ce qui pousse les ménages à parcourir monts et vallées avec des bidons jaunes, pour trouver de l'eau potable et cela dure depuis les années 90.

Toutes ces questions, les gouvernants les abordent très rarement en conseil des ministres dont les comptes-rendus sont centrés sur les projets de décrets, projets de lois qui sont éloignés du quotidien des populations, même si c'est pour le futur.

Itoua, Mbougou, Tati et Yakamambu ont fait le constat que nos gouvernants et leurs hauts-fonctionnaires se sont arrangés pour être à l'abri de ces tracasseries quotidiennes. Leurs résidences sont équipées de gros groupes électrogènes, deux voire trois avec allumage automatique. Ils ont des forages qui les alimentent en eau ménagère et, évidemment, pour l'eau à boire, c'est le super-marché Casino avec les marques d'eau minérale importées d'Europe. Ils ont des vacances ou des jours de repos en Europe, aux Etats-Unis ou au Canada et il n'y a qu'à lire les manifestes d'Air France chaque mois pour voir qu'ils prennent les vols comme les citoyens prennent les minibus. Bien sûr, il y a des missions d'Etat, on sait!

Itoua, Mbougou, Tati et Yakamambu n'en sont pas jaloux, les Congolais étant cools. Ils rappellent simplement à leurs excellences leurs dirigeants, que Marx a étudié tout ça et a laissé entendre qu'on ne pense pas de la même manière dans une taverne que dans un château. Nos amis pensent que leurs dirigeants se sont coupés de la réalité quotidienne de leurs populations et, comme le disait le Président Sassou-Nguesso à l'époque où il était authentiquement l'homme des masses, que certains dirigeants font boire l'eau de mer au peuple en lui faisant croire que c'est de la limonade. En attendant, le peuple continue de vivre d'espoir. Certes, l'espoir fait vivre. Mais, qui vit d'espoir meurt de faim. Comprenez qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Littérature

Tchicaya U Tam'Si et Maxime Ndébéka, deux poètes de l'âme congolaise

Le temps a placé Tchicaya U Tam'Si et Maxime Ndébéka comme symboles de la poésie, de la résistance et de la souffrance des Congolais pendant les périodes les plus sombres de la colonisation et du régime marxiste. Des vies très différentes bien que cette condition soit commune aux deux. Un régime dictatorial et totalitaire est généralement oppressif. Lui porter la contradiction serait une forme de mise en péril de sa quiétude et même de sa vie. Ainsi, Tchicaya U Tam'Si et Maxime Ndébéka sont des symboles de l'audace.

Né le 25 août 1931 à Mpi-li, dans l'actuel Département du Kouilou, en République du Congo, et mort le 22 avril 1988, à Bazancourt, dans le Département de l'Oise, en France, Gérard-Félix Tchicaya alias Tchicaya U Tam'Si, «la petite feuille qui chante son pays», est considéré comme le poète africain le plus doué de sa génération et l'un des plus grands auteurs littéraires du continent africain, au 20ème siècle. Il publie son premier recueil de poésie, «Le mauvais sang», à 24 ans. Il a l'audace, bien avant son contemporain, le Nobel nigérian Wole Soyinka (1986), de «faire voler en éclat les certitudes de la négritude: oublie d'être nègre pour pardonner cela au monde... Qu'on me laisse la paix d'être Congolais».

Une affirmation qui lui coûte très cher, à l'époque, pour les reconnaissances futures, mais lui permet de s'affranchir de l'ombre tutélaire de son père, Jean Félix Tchicaya, élu député du Moyen-Congo en 1945, à l'Assemblée constituante, à Paris. En 1960, Tchicaya U Tam'Si rencontre Patrice Lumumba, l'une des principales figures de l'indépendance du Congo belge et Premier ministre. Le coup de foudre est réciproque. L'écrivain entre dans la défense de son combat politique, mais avec son arme de prédilection, l'écriture. Mais, le 17 janvier 1961, Patrice Lumumba est assassiné. Le lendemain, c'est au tour du père du poète de décéder à



Tchicaya U Tam'Si

Pointe-Noire. Profondément meurtri, Tchicaya U Tam'Si prend le chemin de «l'exil» et s'installe en France, où il preste à l'Unesco, une aubaine pour écrire et gagner sa survie, jusqu'en 1986 quand il prend sa retraite, pour se consacrer à sa vraie passion, l'écriture, jusqu'à ce que la mort dise son dernier, en 1988.

Maxime Ndébéka

Il vient au monde un 10 mars 1944, à Brazzaville. Maxime Ndébéka, (80 ans aujourd'hui), est une des grandes figures de la littérature africaine, ayant entraîné une plume dans la poésie, le conte, le roman et le théâtre où il s'érigea en grand met-



Maxime Ndébéka

teur en scène. Toutes ses pièces ont été jouées, enregistrées, diffusées en France, en Afrique ou en Allemagne. En tant que directeur de la culture et des arts, de 1968 à 1972, il a marqué l'histoire de la culture dans son pays, en co-organisant le premier

Festival des arts au Congo et en faisant créer, en 1969, le Cfrad (Centre de formation et de recherche d'art dramatique) à Brazzaville. Militant marxiste ayant étudié dans l'ex-Union Soviétique et flirté avec la Chine populaire, il s'est intéressé aux arts, dès son plus jeune-âge. Maxime Ndébéka s'est engagé, par la suite, pour la liberté et la justice. Au départ, sa poésie exprimait le désenchantement. Maxime Ndébéka, c'est le poète du «980.000», «Nous oserons», dans sa pièce de théâtre, «Le Président», publiée en 1970 aux Editions P.J Oswald, en France. Mais, dans le contexte politique de l'époque, certains textes lui ont valu d'être condamné à mort, puis assigné à résidence, jusqu'en 1975. Exilé en France, il regagne, en 1993, son pays, le Congo, qui a tourné le dos au parti unique, pour embrasser la démocratie pluraliste. Sur proposition d'un collectif d'artistes, il est nommé, par le Président Pascal Lissouba, comme ministre de la culture

Témoignage

Lin Lazare Matsocota, c'était un homme...

Dans la nuit du 14 au 15 février 1965, Lin Lazare Matsocota, alors procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Brazzaville, est enlevé à son domicile, en même temps que deux autres haut-fonctionnaires, Joseph Pouabou, premier président de la Cour suprême, ancien directeur de cabinet du Président Fulbert Youlou, et Anselme Massouémé, directeur de l'A.c.i (Agence congolaise d'information), par une escouade de la milice politique du pouvoir. Ils sont accusés de complot visant à renverser le régime du Président Alphonse Massamba-Débat à Brazzaville.

Lorsque les miliciens armés étaient arrivés au domicile de Lin



Lin Lazare Matsocota et sa première épouse, Marceline Fila.



Par Christian-Martial Poos et Rose-Marie.

Lazare Matsocota, ma mère, âgée de 14 ans, pointée en joue, est contrainte d'ouvrir la porte du domicile. Quelques jours plus tard, il est retrouvé assassiné. Ma mère et la veuve Matsocota doivent fuir. Elles trouveront refuge en France. Jusqu'aujourd'hui, maman a du mal à parler de ces événements douloureux. C'est au travers de livres comme l'élégant «Dossier classé» de Henri Lopès que j'en ai appris un peu plus.

Lin Lazare Matsocota naît en 1931. Après ses études secondaires à Brazzaville, il étudie le droit en France. Militant de la Feanf (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France), il occupe le poste de président de l'Association des étudiants congolais en France (A.e.c). Titulaire d'une maîtrise en droit, il rentre au Congo et est nommé procureur de la République, au début des années 60. Magistrat brillant et orateur exceptionnel, il attirait au tribunal, les jours de ses réquisitions, des foules qui venaient écouter, avec joie, cet «évolué» maîtrisant la langue de Molière.

Séduisant et très élégant, malgré son œil paresseux, le lettré attirait aussi les femmes. Il était d'ailleurs au cœur d'un triangle amoureux entre sa première épouse, Marceline Fila, Mambou Aimée Gnali et sa seconde épouse, ma tante, Catherine M'Pia-ka. En amatrice des songui-songui, j'ai découvert le «volet romantique» de la vie de Lin Lazare Matsocota au travers des livres écrits par les deux premières: «Ma vie avec Lin Lazare Matsocota» et «Beto na Beto, le poids de la tribu».

A l'issue du procès de son assassinat, en novembre 1969, sous le régime du Président Marien Ngouabi, les principaux accusés, l'ancien Président de la République, Alphonse Massamba-Débat, ses anciens Premiers ministres successifs, Pascal Lissouba et Ambroise Noumazalaye, et Claude-Ernest Ndalla dit Graille, membre du comité exécutif de la J.m.n.r (Jeunesse du Mouvement national de la Révolution) au moment des faits en février 1965, sont acquittés au terme des débats. Les seuls condamnés sont trois accusés en fuite. Les auteurs de ce triple crime n'ont jamais été retrouvés. Lin Lazare Matsocota a vécu. Dossier Classé.

Rose-Marie et Christian-Martial POOS

Roland KOULOUNGOU

Festival du film de Berlin

La cinéaste Mati Diop reçoit l'ours d'or du meilleur film

La cinéaste franco-sénégalaise, Mati Diop, a remporté, samedi 24 février 2024, l'ours d'or, premier Prix du meilleur film, pour son documentaire «Dahomey», au Festival du film de Berlin. Le film Dahomey aborde les questions épineuses du retour en Afrique des antiquités pillées par l'Europe.

Le deuxième prix du jury a été décerné au film «Les Besoins d'un voyageur», du Coréen Hong Sang-soo. Le favori sud-coréen, Hong Sang-soo, a remporté le deuxième Grand Prix pour «Les Besoins d'un voyageur», tandis que le cinéaste français, Bruno Dumont, a décroché le troisième Prix pour «L'empire», qui relate une bataille intergalactique entre le bien et le mal se déroulant dans un village de pêcheurs.

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76

E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /

Site Internet: www.lhorizonafricain.com

Sous l'immatriculation

108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :

Hervé EKIRONO

Rédacteur en Chef :

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Secrétaire de rédaction :

Clotaire DIABOUA

Siège de la Rédaction :

Hôtel Saphir (Brazzaville)

Chef Bureau Pointe-Noire :

Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71

Mise en pages :

Tornade

Musique

Lorsque Zuko Ya Deblè, jeune chanteur, reconnaît la grandeur d'un ancien, Zao

Une légende de la musique congolaise, Zao (71 ans), a reçu en février dernier, à son domicile, la visite de courtoisie du jeune artiste chanteur, Zuko Ya Deblè, quelques jours avant son concert à Brazzaville visant à soutenir les victimes d'A.v.c (Accident vasculaire cérébral). Cette visite, débouchant sur des conseils et orientations de la part de l'ancien, a marqué une reconnaissance de la nouvelle génération musicale de la grandeur et la valeur de l'ancienne génération.

L'homme jeune marche plus vite que l'ancien, mais l'ancien connaît la route», a reconnu Zuko Ya Deblè, à l'occasion de sa visite de courtoisie chez Zao, «Ancien combattant», victime d'une attaque cérébrale en juillet 2022. Ce jeune artiste congolais, du haut de ses réalisations remarquables, n'a pas manqué d'être humble devant une des icônes de la musique congolaise. Il a été récompensé d'un trophée panafricain de l'excellence, décerné à l'occasion de la sixième édition du Prix studio 210, et fait sensation sur la toile avec plusieurs de ses morceaux, notamment avec le titre «Ni bétô» qui semble être le plus écouté. Chaque



Zao et Zuko Ya Deblè.

génération musicale a sa façon de faire, nouvelle par certains traits, mais l'ancienne génération constitue dans certains cas, un pilier de fondement solide.

Prix découvertes R.f.i 1982, Zao, qui continue de s'affirmer sur la scène musicale, n'a pas manqué de partager son plaisir avec le jeune visiteur, artiste en plein épa-



Zuko Ya Deblè.

nouissement, en lui donnant quelques conseils. Il a obtenu son dernier prix, le 12 mai 2023. Il s'agit du Prix Kundé d'honneur, lors de la 21^{ème} édition du Kundé à Ouagadougou, au Burkina Faso, pour son implication dans la musique africaine et son rayonnement.

Céleste Exaucé
SINDOUSSOULOU

Conférence à Pointe-Noire

«Essais de «démocratie» en République du Congo»

Père Christian va présenter son ouvrage, «Essais de «démocratie» en République du Congo», à Pointe-Noire, le vendredi 5 avril 2024, à partir de 15h, au Cercle africain. L'entrée est libre.



21 mars, journée mondiale de la poésie

Le 21 mars, c'est la journée mondiale de la poésie, proclamée par l'Unesco en novembre 1999. L'objectif de cette journée est d'encourager la lecture, la rédaction, la publication et l'enseignement de la poésie dans le monde entier et de «donner une reconnaissance et une impulsion nouvelles aux mouvements poétiques nationaux, régionaux et internationaux». Cette journée sert donc de cadre aux actions et aux efforts réalisés à différents niveaux pour soutenir la poésie et promouvoir:

- les efforts des éditeurs qui s'attaquent au marché du livre, en publiant de plus en plus des recueils de jeunes poètes;
- les récitals de poésie dans les spectacles pour attirer de plus en plus de monde;
- le rétablissement du dialogue entre la poésie et les autres arts tels que le théâtre, la danse, la musique, la peinture, avec des thèmes d'actualité comme la culture de la paix, la non-violence, la tolérance, etc;
- l'image de la poésie auprès des médias, afin que l'art poétique ne soit plus considéré comme un art tombé en désuétude, mais comme un art qui permet à la société tout entière de retrouver et d'affirmer son identité.

Environnement

Le Grand musée égyptien certifié premier musée vert d'Afrique

Le Gem (Grand musée égyptien) a obtenu, lundi 19 février 2024, le certificat «Edge advanced», pour les bâtiments écologiques, accrédité par la S.f.i (Société financière internationale), une des institutions du groupe de la Banque mondiale, qui souligne sa durabilité environnementale. Ce prix a été décerné au Gem pour l'efficacité énergétique et le traitement des eaux usées, ce qui en fait le «premier musée vert d'Afrique et du Moyen-Orient».

Dans sa note, la S.f.i affirme que cette reconnaissance souligne «l'engagement de l'Égypte en faveur de la durabilité et de la responsabilité environnementale», tout en préservant l'héritage de respect des ressources naturelles profondément enraciné dans la riche histoire du pays. Le Grand musée égyptien a subi une évaluation complète des normes établies dans les domaines de l'entretien, de l'énergie, de l'eau et du pourcentage d'émissions de carbone provenant des matériaux utilisés dans sa construction. Dans un communiqué officiel, le ministre égyptien du tourisme et des antiquités, Ahmed Issa, s'est réjoui de cette reconnaissance décernée par la S.f.i. Il a souligné que «son pays a atteint des taux de performance records. Le Grand musée égyptien a obtenu un taux d'efficacité de 62% dans le



Le Grand musée égyptien.

domaine de l'énergie, 34% dans la consommation d'eau, tout en obtenant un taux de conservation de 59% dans les émissions de carbone des matériaux de construction». Signalons qu'après une phase d'étude du projet achevée en 2002, la construction du nouveau musée archéologique a débuté en 2012. Et même si son inau-

guration «partielle» était prévue pour 2018, elle a été reportée à plusieurs reprises, avant d'ouvrir complètement ses portes en novembre 2023. Il est le plus grand musée d'archéologie au monde, couvrant une superficie de 480 mille mètres-carrés et

exposant plus de 100 mille reliques. L'«Edge advance» est certifié par l'«Excellence in design for greater efficiencies» qui pilote les mesures et les équipements pour le traitement des eaux usées ainsi que la gestion et le traitement des déchets solides et l'efficacité énergétique.

Roland KOULOUNGOU

Littérature

«Au pays des joies éphémères», le troisième roman de Nathanaël Makaya-Busukila

Jeune auteur congolais, il vient de signer son troisième ouvrage, dans le registre du roman. Nathanaël Makaya-Busukila (31 ans) a mis sur le marché du livre, «Au pays des joies éphémères». L'ouvrage a été publié par les Editions Renaissance Africaine, en France, le 16 novembre 2021. Après «L'avenir sacrifié de l'étudiant Kayilou», paru aux Editions L'Harmattan Congo, en 2018, et «Le divorce interdit» (Editions du Net), le nouvel ouvrage, d'un volume de 119 pages met en lumière l'histoire de Georges Seydu Kunté dans l'exercice du pouvoir, «la démesure de la dictature et les maux qui gangrèment les pays africains».



Nathanaël Makaya-Busukila.

Etudiant à l'Université Marien Nguouabi, à Brazzaville, puis à l'Université Aube-Nouvelle à Ouagadougou, au Burkina Faso, Nathanaël Makaya-Busukila est titulaire d'une licence en droit des affaires. Il est actuellement en fin de cycle de master de droit privé, dans l'option du droit des affaires internationales. «Au pays des joies éphémères» est un roman engagé, dynamique et plein de symboles. «Jeté, puis ramassé tel un déchet humain dans un puits à ordures, Georges Seydu Kunté, grandit à Boudji, un bidonville où il connut l'examen spartiate d'un rejet. Victimaire des malfaisants agissements du genre humain, de l'indifférence d'un Etat africain et des trépidations de la vie, il put, par la force des événements, devenir acteur important de la société civile», peut-on lire à la quatrième des couvertures. La lecture de ce roman demande un peu d'opiniâtreté, pour qu'à la fin de celle-ci

vous disiez «Au pays des joies éphémères». L'auteur invite le lecteur avec insistance. «Vous découvrez un autre personnage président, «le Président Houdji Otoundou», qui souhaitait «être un genre de Moïse. Il avait résolu de conduire les prisonniers politiques au pays où coulait le lait et le miel. A l'envie de leur tendre la main, il leur donna l'occasion de devenir des hommes libres». L'approche de la gestion des hommes adoptée par ce dernier fit les gros titres: «Le Président Houndji Otoundou souhaite libérer les prisonniers politiques». «Les citoyens stupéfiés par cette annonce ne savaient quoi en dire, tellement cela ne ressemblait pas au personnage. Conditionnée, leur libération devait satisfaire à des exigences ne souffrant d'aucune contestation», écrit-il à la page 114. «En effet, les prisonniers se devaient publiquement prêter allégeance au Président Houdji

Otoundou, de reconnaître sa légitimité d'exercer le pouvoir et surtout, qu'il eût été le seul maître incontesté». «Au pays des joies éphémères» est un roman qui renseigne sur la dictature et l'auteur a voulu attirer l'attention des lecteurs sur le phénomène. Georges Seydu Kunté connut une mauvaise fin. Il fut brûlé par Houndji Otoundou, «la main gauche sur la poitrine, ordonna que l'on jouât l'hymne national, comme pour célébrer publiquement un combat durement mené et gagné». «Avec tout ce qui se passait dans la République africaine, tout indiquait qu'en dépit du combat mené, Georges Seydu Kunté vécut «au pays des joies éphémères». C'est de cette façon que l'auteur a conclu son récit.

Narcisse MAVOUNGOU

Académie de football d'Oyo (Département de la Cuvette)

Les techniciens déjà sur place, pour la détection des élèves de la première promotion

Après son retour en France, l'ancien international français, Blaise Matuidi, initiateur de l'Académie de football d'Oyo, dans le Département de la Cuvette, a signé des contrats avec quatre techniciens français, qui sont déjà à Brazzaville. Au total, il y a déjà six techniciens internationaux sur place, en plein travail de détection des jeunes talents qui feront partie de la première promotion de 40 élèves admis à l'Académie Alima. La présélection de ces jeunes talents se fait sur un terrain annexe du Stade La Concorde de Kintélé. Le ministre en charge des sports, Hugues Ngouélondélé, leur a rendu visite vendredi 23 février 2024, en compagnie du premier vice-président de la Fécofoot (Fédération congolaise de football), Henri Endzanga.

L'Académie de football d'Oyo va démarrer ses activités, comme prévu, à partir du mois de septembre ou octobre prochain. En attendant, l'équipe de techniciens est déjà à Brazzaville, pour le travail de détection des jeunes talents, qui va se poursuivre à travers les douze départements du pays. Pour se rendre compte du travail amorcé, le ministre en charge des sports, Hugues Ngouélondélé, s'est rendu au Stade La Concorde de Kintélé, où travaille l'équipe des techniciens, pour la détection des jeunes de Brazzaville, avant de se rendre à l'intérieur du pays. Sa présence traduit l'intérêt des pouvoirs publics de mettre en route ce projet porté par l'ancien international Blaise Matuidi et qui va contribuer, dans l'avenir, à relever le football congolais. C'est un exemple de partenariat public-privé, dans un domaine



Académie de football d'Oyo, détection.

compétitif où le Congo a besoin de redoubler ses efforts pour remonter le niveau de son football. L'Académie Alima se servira de ces jeunes comme des sociétaires et l'Etat congolais bénéficiera des produits finis qui contribueront à redorer le blason du football congolais. Le patron des sports, Hugues Ngouélondélé, a exhorté les

jeunes à se mettre résolument au travail, pour qu'ils constituent la génération de footballeurs sur laquelle le pays peut compter dans un avenir proche. «Vous savez pourquoi vous êtes là? C'est pour être sélectionnés et aller à l'Académie Alima, pour apprendre à jouer au football. La première des choses que vous devez mettre dans vos

têtes, c'est que vous apprenez à jouer, pour défendre votre pays. Donc, je vais vous apprendre une devise que vous allez dire, pour ceux qui seront retenus. Avant de monter sur le terrain, vous dites: «Le Congo d'abord!». Répétez tous: «Le Congo d'abord!». Il faut être patriotes, aimer votre pays. Le Congo d'abord! Le Congo d'abord!», a-t-il martelé.

Pour Blaise Matuidi, que nous avons eu au téléphone, «le travail ne fait que commencer». «Je tiens à mes engagements. A l'Etat de faire autant, pour un partenariat gagnant-gagnant. C'est le Congo qui gagne. Nous allons relever le football congolais et redorer son blason, longtemps terni par des défaites répétitives», a-t-il indiqué. La société Playse Congo, qui gère l'Académie Alima, a remis des kits d'équipements (série de maillots, bas, sifflants...) aux académies locales qui ont contribué à la sélection des jeunes de Brazzaville. Au total, mille jeunes sont déjà en observation pour l'heure. Au bout de la chaîne, seuls 40 seront admis à travers le pays, pour faire partie de la première promotion qui sera formée à l'Académie Alima. Le choix sera donc très très serré.

Luze Ernest BAKALA

Ligue départementale de football féminin

Première édition de la Coupe de la ville de Brazzaville, pour les dames

La première coupe de la ville de Brazzaville de football féminin a été lancée le samedi 24 février 2024, par l'administrateur-maire de l'arrondissement 3 Poto-Poto, Mme Lucie Bakoukas, en présence du deuxième vice-président du conseil municipal et départemental de Brazzaville, Emma Clesh Atipo Ngapy, du président de la Ligue de football féminin, Paul Samba. Pour cette première édition, la ligue a enregistré huit équipes réparties en deux groupes et vont s'affronter pour arracher le trophée.



Le deuxième vice-président du conseil municipal saluant les équipes.

Pour la cérémonie inaugurale, deux allocutions étaient prononcées. Le président de la Ligue départementale de football féminin, Paul Samba, s'est réjoui de la mobilisation des autorités de la ville capitale. «Aujourd'hui

démarre la coupe de la ville. La Fédération congolaise de football féminin s'est associée avec la mairie de Brazzaville, pour organiser cette coupe», a-t-il indiqué. Il a fait savoir que «cette activité s'inscrit dans le respect des conseils

des experts de l'U.e.f.a qui, l'an passé, ont souhaité maximiser les compétitions de football féminin, afin de donner aux filles plus de marge dans les jambes pour améliorer leurs performances. J'exhorte les joueuses à faire preuve de fair-play, afin d'attirer le public au stade», a-t-il souhaité.



...Donant le coup d'envoi

de la ville de Brazzaville, Emma Clesh Atipo Ngapy a reconnu que l'évolution du football féminin dans le monde nous interpelle. «Aujourd'hui, la Coupe de la ville de Brazzaville, c'est, pour les

joueuses, une consécration de votre persévérance et votre hardiesse», a-t-il confié. Signalons que la journée inaugurale a eu au programme les rencontres suivantes: La Source contre le Club Deportivo Alliance (1-1); l'Ac Colombe a battu le C.e.s.b Moutsanga, par forfait (3-0). En effet, Mout-

sanga n'avait que 7 joueuses qui s'étaient présentées sur le terrain. La compétition se poursuit et la finale se jouera le samedi 9 mars, toujours au Stade Alphonse Massamba-Débat.

L. E. B.

Ligue départementale de handball de Brazzaville

Avicenne Nzikou a lancé les championnats départementaux de handball

La Ligue départementale de handball de Brazzaville, dirigée par Avicenne Nzikou, a procédé, dimanche 25 février 2024, au Gymnase Nicole Oba, au lancement des championnats départementaux de handball, en présence de Charles Parfait Malonga, directeur départemental des sports et de l'éducation physique, Jean-Marie Elenga Eyondo, représentant de l'administrateur-maire du 6ème arrondissement Talangaï, Jean-Baptiste Ossé, représentant du secrétaire général du Cnosc (Comité national olympique et sportif congolais), du général Fermeté Blanchard Nguinou, commandant de la zone militaire numéro 9, Brazzaville.



Avicenne Nzikou (en blanc au milieu) et ses invités au lancement des championnats.

Au total, 32 équipes dont 11 en seniors hommes, 8 en seniors dames, 9 en juniors hommes et 6 en seniors dames, participent aux championnats départementaux de handball de Brazzaville, sous le signe du travail et de la jeunesse, année de la jeunesse oblige. C'est un grand défi qu'Avicenne Nzikou, le président de la Ligue départementale de handball, a relevé, en réunissant toutes ces équipes, malgré une conjoncture économique qui confine à la crise.

Pour le président de la ligue, ces championnats se tiennent dans un contexte particulier, du fait de l'année de la jeunesse décrétée par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso. «Le handball est un élément-clé de l'identité du sport congolais. Il est au cœur de la marque du mouvement sportif congolais. De ce fait, la Ligue départementale de handball de Brazzaville que j'ai la lourde charge de mener à bon port, a bien voulu placer ces championnats sous le thème suivant: «La jeunesse et le travail», sous-entendu dans la pratique sportive du handball», a-t-il déclaré.

De son côté, Jean-Marie Elenga-Oyondo, satisfait du travail abattu par la ligue, a présenté les encouragements de l'administrateur-maire de Talangaï, Privat Frédéric Ndéké, «car, sans compétition, il est impossible de détecter les compétences et les performances de nos athlètes», a-t-il déclaré, avant d'exhorter les joueurs au fair-play. Ces championnats départementaux vont se tenir pendant quatre mois.

L.E. B.

5^{ème} journée de la Coupe de la Caf

Après leur défaite au Mali, les Diablos-Noirs ont raté leur qualification

La 5^{ème} journée de la Coupe de la Caf (Confédération africaine de football) s'est refermée le dimanche 25 février 2024, avec la rencontre des Diablos-Noirs et le Stade Malien, dans le Groupe D. Malheureusement, les Diablos-Noirs ont courbé l'échine dans les installations du Stade Malien, à Bamako (0-1). Le but malien a été marqué à la 90^{ème} minute, clouant l'espoir des Congolais, qui vont probablement sortir dernier de leur groupe. Déjà, sur un total de 5 matches, ils en ont perdu 4, pour un match nul. Il reste la 6^{ème} et dernière journée de la phase de groupe. Mais, d'ores et déjà, les Congolais sont disqualifiés.

Une quatrième défaite en phase de groupe pour les Diablos-Noirs et la deuxième fois face au Stade Malien, les carottes sont bien cuites pour eux. Le 28 novembre 2023, l'équipe de Diablos-Noirs avait enregistré une première défaite à domicile, au Stade Alphonse Massamba-Débat (1-3). Le 25 février dernier, ils ont encore courbé l'échine devant le même adversaire, à Bamako (0-1).

La dernière rencontre est prévue ce dimanche 3 mars, contre les Sud-Africains de Sekhukhune united, qui va se jouer à Libreville, au Gabon, car le Stade Alphonse Massamba-Débat n'est plus aux normes de la Caf.

Dans le Groupe D, le Stade Malien est qualifié pour les quarts de finale, avec 10 points, derrière les Marocains de Renaissance sportive Berkane, premier du groupe avec 11 points, grâce à un match nul (0-0) arraché en terre sud-africaine, devant Sekhukhune united, qui a 5 points et se place 3^{ème} devant Diablos-Noirs 4^{ème} et bon dernier.

L. E. B.